l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
23 mars 1976
No 454
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Au Conseil de sécurité de l'ONU

La situation en Cisjordanie

Le débat qui s'ouvre aujourd'hui au Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Cisjordanie occupée revêt une extrême importance. Parce que la lutte dans les territoires occupés par les forces sionistes revêt désormais une telle ampleur que Israël se voit contraint d'accepter de siéger au Conseil de sécurité face à l'OLP dont plus personne ne peut nier la légitimité et la représentativité.

La discussion dans l'immédiat, débutera à partir de la demande déposée par la Libye et le Pakistan auprès du Conseil de sécurité, de prendre «des mesures urgentes et efficaces» en vue de s'opposer à la répression israélienne contre les manifestations ininterrompues dont l'ampleur et la violence attestent la résolution de la population des territoires occupés à résister à l'annexion de Jérusalem-Est. Mais elle débouchera sans aucun doute sur un véritable procès de la politique expansionniste et raciste de l'État illégitime d'Israël contre lequel, pas un seul instant le peuple palestinien chassé de sa terre n'a cessé de mener son combat.

Aujourd'hui en Palestine occupée, le peuple palestinien n'accepte plus le joug sioniste. La jeunesse ardente est au premier front d'une lutte qui concerne hommes, femmes, vieillards, enfants. A Jérusalem, quadrillée par un impressionnant dispositif de répression, la situation reste extrêmement tendue. Le couvre-feu total demeure toujours imposé dans trois villes de Cisjordanie : Ramallah, El Bireh, Khalkhou. Six municipalités arabes ont démissionné pour protester contre la répression qui s'est abattue sur les lycéens et étudiants. Plusieurs dizaines de jeunes sont toujours détenus, de nombreux autres condamnés à de très lourdes amendes. La vie d'un petit garçon de 10 ans, Ali Hussein Afana, grièvement blessé à la tête jeudi dernier par le tir d'un soldat sioniste, reste toujours en danger.

(Suite page 2)

Importante manifestation marxiste-léniniste au Mur des Fédérés

LA COMMUNE AU CŒUR DES LUTTES ACTUELLES

Paris était ensoleillé ce dimanche 21 mars pour le défilé de commémoration du 105ème anniversaire de la Commune de Paris auquel appelaient le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et l'Humanité rouge. Environ 3 000 personnes ont manifesté et démontré que décidément la Commune n'est pas morte. Enthousiaste, combative, cette manifestation a fait une fois de plus la preuve de la force que peut donner l'unité d'action des marxistes-léninistes.

Dès 10 heures, des cars amenaient place de la République des militants et sympathisants de province du PCR (m-l). Celui-ci avait en effet décidé de donner à cette manifestation un caractère national. Vers 11 heures, le cortège du PCR (m-l) s'ébranlait en direction du mur des Fédérés, sous sa propre banderole. Le PCR (m-l) n'avait en effet pas accepté que cette manifestation se déroule sous une banderole commune, de façon véritablement unitaire.

Pour la commémoration du 105ème anniversaire de la Commune environ 3 000 personnes manifestent de République au Père Lachaise.

De leur côté, plus d'un millier de personnes venues de Paris et de la banlieue s'était rassemblées derrière les banderoles de «l'Humanité rouge» et de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France. En tête s'était placée la direction politique de l'Humanité rouge, avec notamment les camarades Jacques Jurquet, Henri Jour, qu'accompagnait Ernst Aust, secrétaire politique du KPD (m-l). De nombreux drapeaux rouges et banderoles en faisaient un cortège aux multiples couleurs. Des mots d'ordre lancés maintes fois affirmaient que les marxistes-léninistes continuent le combat des Communards: *«Vive la Commune, première dictature du prolétariat!» «Contre le capital, suivons l'exemple des Communards !»*

Par de multiples slogans l'attachement des marxistes-léninistes à la révolution et à la dictature du prolétariat était proclamé : *«Une seule solution, la révolution prolétarienne !», «Vive la dictature du prolétariat !», «Ni Giscard, ni Marchais, ni Mitterrand, vive la dictature du prolétariat !».*

La ligne des marxistes-léninistes dans les luttes de classes actuelles était également illustrée par des mots d'ordre repris fréquemment : *«Non, non, non à tout licenciement !», «Les patrons licencient, occupons les usines !», «Chômeurs français et immigrés, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !», «Dans les foyers, dans nos cités, empêchons les expulsions !», «Contre la répression, violence populaire !», «Ouvriers, paysans, étudiants, solidarité !»*

(Suite à la page 3)

Réhault(Fougères)

Non à la provocation
Non à la division des travailleurs

Depuis quelques jours, les manœuvres de division se multiplient mais n'entament pas la combativité des travailleurs. La «journée ville morte» prévue pour le 19 mars a été annulée. Presque tout était réglé, mais au dernier moment les syndicats FO, CFTC, et CGC sont revenus sur leur participation. Ils ont refusé en particulier les barrages actifs et la mobilisation réelle des travailleurs de Fougères. Les pressions exercées par le patronat et les pouvoirs publics ne sont peut-être pas étrangères à cette attitude. On a pu voir aussi des dirigeants locaux de la CGT revenir sur leur participation et contribuer dans les faits à la manœuvre de division des travailleurs et des «Réos». D'après les militants CGT c'est le permanent départemental Frémin qui a forcé la CGT à reculer.

A noter que les contradictions vont bon train au sein du PCF dans la région : Frémin, membre du PCF, fait échouer la «journée ville morte», tandis que Guillerm, conseiller municipal PCF, se fait inscrire sur les listes de volontaires pour les barrages routiers !

Pour retirer sa participation, la CGT s'est appuyée sur le fait qu'il *«risquait d'y avoir des incidents* (et que) *la base ne voulait pas de barrages»*. Après son retrait poussée par sa base écœurée d'une telle position, la CGT a multiplié les demandes de réunion intersyndicale, elle a même continué de proposer une manifestation pour le 19 mars au soir sur le thème : augmentation des salaires. Cette manifestation la CGT l'a faite seule, à une soixantaine de personnes ! Car pour les travailleurs, notamment la CFDT, il n'était plus question de faire quelque chose le 19 : *«On ne promène pas les travailleurs en leur disant : action le 19 puis pas action le 19, puis à nouveau action le 19. Les travailleurs ne sont pas un troupeau qu'on agite et qu'on promène !*

D'autre part, des provocations ont eu lieu contre 4 travailleurs de Réhault. Dans la nuit du 15 au 16 des pointes pour talons aiguilles ont été mises par terre dans les rues autour de l'usine ainsi que dans la zone industrielle pour discréditer les «Réos».

(Suite page 4)

Liban

Incertitude politique et reprise des combats

article p.2

Liban

incertitude politique et reprise des combats

De violents combats ont repris au Liban, tous ces derniers jours. A leur lumière se dessinent plus nettement les forces politiques qui attisent les flammes dans le pays. C'est le cas notamment de Kamal Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste et leader du «bloc des gauches» qui comprend le Parti révisionniste libanais. Il vient en effet, de refuser le cessez-le-feu demandé par les habitants de Kahale et d'un autre village chrétien, Araya, pris sous le feu de ses milices, affirmant : *«Nous avons un plan militaire à exécuter. Nous devons prendre les armes qui se trouvent aux mains des phalangistes»* pour justifier la poursuite des combats à l'initiative de ses troupes. Les combats font rage dans le sud du pays mais aussi, à nouveau, dans le centre de Beyrouth, notamment autour des grands hôtels du front de mer.

Pour la première fois, par contre, un attentat a visé des chefs politiques libanais, principalement le président Frangié dont l'avion a été bombardé à coups de roquettes alors qu'il se préparait à décoller pour Damas.

La Syrie continue de déployer une intense activité pour trouver une issue à la crise qui sauvegarde l'unité et l'indépendance du pays et apporte le gage des profondes réformes exigées par le peuple. Son intervention auprès du général Ahdab pour lui demander de s'abstenir d'une opération militaire contre le président de la République a déjà permis d'éviter le déclenchement d'un nouvel affrontement généralisé qui ne pouvait être que néfaste pour le peuple libanais et l'unité du Liban. L'annonce que le président Frangié accepterait une modification de la Constitution afin qu'un nouveau président puisse être prochainement élu contribuera sans doute à débloquer la situation.

Italie

Congrès houleux pour la Démocratie chrétienne

C'est dans une atmosphère de crise sans précédent que s'est déroulé le Congrès de la Démocratie chrétienne italienne qui a clos ses travaux dimanche soir.

Au centre du débat, souvent très violent, et virant même parfois au pugilat, la question de l'attitude à adopter, dans la crise économique et politique qui ébranle le pays, face à l'offre de «Compromis historique» du Parti communistes italien était à l'ordre du jour. Contre une minorité fidèle aux options traditionnelles de la Démocratie chrétienne, incarnée par son ancien leader Fanfani, une majorité de délégués s'est déclarée favorable à la «recherche de l'apport constructif du Parti communiste». Mais sans faire encore nettement le pas qui les sépare de la solution qu'entendent imposer les révisionnistes italiens (gouvernement composé de démocrates chrétiens, communistes et socialistes).

De son côté le PCI ne se presse pas de bousculer les échéances politiques, assuré qu'il est de tenir bien en main les cartes qui lui ouvrent le chemin du pouvoir. C'est ainsi qu'il se déclare actuellement opposé à des élections anticipées – les élections municipales et régionales devant avoir lieu en juin prochain – dans la mesure où celles-ci fourniraient «une occasion à la Démocratie chrétienne et au gouvernement de refuser leurs responsabilités». De même, la CGIL, la centrale syndicale qu'il contrôle, se contente d'appeler, avec les autres syndicats, à une grève générale symbolique de... 4 heures, en réponse aux spectaculaires mesures d'austérité du gouvernement.

ONU

Le Conseil de securité discute de la situation en Cisjordanie

(Suite de la page 1)

A l'origine du soulèvement quasi général en Cisjordanie occupée, le plus long et le plus important depuis l'occupation du territoire en juin 1967, se trouve la décision prise le 19 janvier par un juge de paix de Jérusalem qui avait relaxé des jeunes sionistes venus ostensiblement prier – à l'encontre des règlements de police et même d'une interdiction du grand Rabbinat de Jérusalem – sur l'esplanade du Mont du Temple, tout à côté de la mosquée Al Arsa, haut lieu de la religion musulmane. Mais ce ne fut là que la goutte qui fait déborder le vase. C'est contre l'occupation militaire de son sol et de sa patrie, contre les brimades, les humiliations, le racisme, la misère infligés par les autorités sionistes que tout le peuple arabe s'est soulevé dans les régions occupées.

Il n'est pas seul dans ce combat. Le chef de l'OLP, Yasser Arafat, vient de lui adresser deux messages rendant hommage à sa lutte «les populations de l'intérieur défient chaque jour l'ennemi avec une confiance et une conviction totales» a-t-il déclaré samedi, à l'occasion du huitième anniversaire de la bataille de Karamé. (C'est cette bataille, livrée contre des forces israéliennes en territoire jordanien, dans la vallée du Jourdain, qui a provoqué l'essor de la Résistance palestinienne).

A Amman, durant le week-end, une importante manifestation de solidarité avec la lutte du peuple de Cisjordanie occupée a eu lieu. Elle était conduite par les chefs religieux musulmans et chrétiens de Jordanie, les responsables et militants des associations syndicales et le représentant de l'OLP en Jordanie.

A la radio sioniste, le maire de Bethléem, lui-même de religion juive, a courageusement résumé le sentiment général du peuple palestinien : «Nous en avons assez de l'occupation israélienne. Israël doit se rendre compte à présent qu'il ne saurait absorber la Cisjordanie et qu'il est temps pour lui d'évacuer notre territoire.»

Prison sioniste en Cisjordanie occupée.

Refroidissement des relations americano-sovietiques

Les élections primaires américaines, qui donnent le coup d'envoi de la campagne présidentielle, accentuent la dispute au sein des milieux dirigeants américains sur l'attitude à adopter face à l'agressivité croissante de l'Union soviétique.

L'affaire angolaise n'a en effet pas fini de causer des remous aux Etats-Unis. Elle a vu pour la première fois une intervention militaire soviétique dans un territoire situé très loin de sa «zone d'influence» reconnue par les USA et a marqué une escalade qualitative dans les plans hégémoniques de l'URSS.

En représailles, les USA viennent de décider l'ajournement «sine die» des réunions des trois commissions techniques soviéto-américaines sur le commerce, l'énergie et le logement. «Les Russes ont compris pourquoi nous avons demandé l'ajournement» a simplement déclaré le porte-parole du département d'État américain en annonçant la nouvelle. Le nom de l'Angola n'a pas été évoqué mais la «Pravda» ne s'y est pas trompée en répliquant que «les pressions des USA pour que l'Union soviétique abandonne le soutien des causes justes» étaient vouées à l'échec. La «cause juste» en question, n'est rien d'autre que les intérêts de la superpuissance soviétique et ses ambitions de dominer le monde.

Le thème des relations américano-soviétiques est également au cœur de la dispute électorale des «primaires». Contre des hommes politiques comme Ford, Kissinger, Ted Kennedy, Rockefeller, partisans de la «détente» et des compromis avec les Soviétiques, d'autres chefs de file des monopoles américains tels Ronald Reagan, ou le sénateur Henry Jackson, mènent campagne contre le tableau d'une Amérique faible capitulant complètement devant l'URSS. Ils sont confortés dans cette voie par le résultat de sondages témoignant de l'impopularité grandissante aux USA d'un rapprochement avec Moscou.

nouvelles du monde

ELECTIONS AU CAMBODGE

Les élections législatives ont débuté samedi sur tout le territoire du Cambodge. Les électeurs sont divisés en trois catégories : les paysans qui élisent 150 représentants, les soldats populaires qui en élisent 50 et les ouvriers, 50 également. Ce sont les premières élections depuis la libération de Phnom-Penh le 17 avril 1975.

Les 250 députés auront ensuite à choisir parmi eux 50 représentants qui seront les dirigeants de la nation dont le chef d'État, le gouvernement et les magistrats.

De nombreux meetings se sont tenus depuis janvier dans les villes et les villages, certains rassemblant jusqu'à 25 000 personnes, pour populariser la constitution du nouveau Cambodge.

*****

ARGENTINE
GREVE AUX USINES RENAULT

Les travailleurs des usines Renault et «Materfer» (matériel ferroviaire de l'entreprise Fiat) ont cessé le travail vendredi à Cordoba.

Ils protestent contre l'intervention de la police contre une réunion organisée dans le local de la CGT de Cordoba et exigent une augmentation immédiate des salaires.

La grève qui paralyse toute la production du matériel roulant est prévue jusqu'à mardi.

*****

OTAN
NAVIRE ESPION SOVIÉTIQUE

Un navire espion soviétique, le «Zakarpatye», a suivi pendant dix jours les manœuvres «Safe Pass» que 35 navires de guerre des pays membres de l'OTAN viennent d'effectuer dans la partie ouest de l'Atlantique. Ces manœuvres doivent permettre de tester la rapidité de la riposte navale des pays de l'OTAN en cas de guerre. Deux sous-marins nucléaires américains participaient également à ces exercices.

*****

THAILANDE
US GO HOME !

Le gouvernement thaïlandais, siégeant sous la pression de vigoureuses manifestations populaires antiaméricaines, a finalement obtenu le départ des troupes américaines stationnées dans le pays, dans un délai de quatre mois. Les USA n'ont donc pas réussi à imposer le maintien des 3 000 «conseillers» militaires américains qu'ils réclamaient.

Plusieurs milliers de manifestants antiaméricains ont été l'objet d'une provocation : une bombe a explosé au milieu d'eux, faisant plusieurs morts. Malgré cette agression, la manifestation s'est poursuivie plusieurs heures aux abords de l'ambassade américaine, jusqu'à la lecture du communiqué annonçant la décision du gouvernement.

*****

EGYPTE
RENFORCEMENT DE L'AMITIÉ AVEC LA CHINE

Le comité des Affaires étrangères de l'Assemblée populaire égyptienne a adopté une proposition sur l'établissement d'une association parlementaire d'amitié égypto-chinoise, qui s'emploiera à resserrer les liens existants entre les deux pays.

CONTRE LE CAPITAL SUIVONS L'EXEMPLE DES COMMUNARDS

(Suite de la page 1)

Pendant ce temps, un numéro spécial de «l'Humanité nouvelle», organe central du Parti communiste marxiste-léniniste de France, était distribué à des milliers d'exemplaires. La manifestation devait proclamer à plusieurs reprises son attachement au PCMLF. *«Non au PCF, oui au PCMLF !»* fut entendu à plus d'une reprise.

Le caractère unitaire de cette manifestation était également affirmé dans les rangs de l'Humanité Rouge par des mots d'ordre exprimant la volonté d'unité des marxistes-léninistes : *«Unité, unité des marxistes-léninistes !», «Vive le parti marxiste-léniniste unique !»*

Au passage du cortège, des travailleurs français et immigrés se massaient sur les trottoirs, certains rejoignaient la manifestation. Un groupe d'enfants se joignait à la JCMLF dont les drapeaux nombreux claquaient au vent. Une fresque réalisée par des militants de la JCMLF représentait le combat des Communards.

Alors que de nombreux travailleurs immigrés étaient présents dans le cortège, l'unité de la classe ouvrière était affirmée. Marxistes-léninistes tunisiens de «El amel tounsi», Turcs du Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie manifestaient aux côtés de leurs camarades français. De nombreux militants du FRAP étaient également présents.

Des patriotes guadeloupéens, manifestant sous leurs couleurs nationales, étaient également parmi nous et la manifestation a exprimé son soutien à la lutte des peuples contre l'impérialisme français, pour leur indépendance nationale.

Des chants entrecoupaient les mots d'ordre, chants de combat des ouvriers du monde entier : «La Jeune garde», «La Varsovienne».

A plusieurs reprises, «l'Internationale», l'hymne révolutionnaire des peuples, né de la Commune, fut entonné, poing levé en signe d'unité. Les deux superpuissances et notamment le social-impérialisme furent dénoncés : *«Moscou, Washington, même bandit, même ennemi !»* Des banderoles accusaient le social-impérialisme, danger principal en Europe : *«Vive Staline, vainqueur d'Hitler, à bas Brejnev, nouvel Hitler !»* fut scandé maintes fois.

Le rôle d'agents du social impérialisme des dirigeants du PCF était également affirmé par les mots d'ordre : *«L'impérialisme russe s'arme jusqu'aux dents, le PCF désarme notre peuple !», «Marchais, Séguy, traîtres à la nation, traîtres au prolétariat».*

Arrivé au cimetière du Père Lachaise, alors que le cortège du PCR (m-l) venait de se disperser, celui de l'Humanité Rouge, se dirigeait en silence vers le Mur des Fédérés, là où les derniers combattants de la Commune furent assassinés par les Versaillais.

Alors que des drapeaux rouges étaient alignés devant le Mur, un par un les manifestants rendaient hommage aux Communards, en défilant, poing levé, devant ce témoin du sacrifice des combattants de la Commune.

105 ans après, des milliers de personnes répondant à l'appel des marxistes-léninistes ont démontré que l'idéal des Communards demeure vivant, que leur combat, plus que jamais, continue.

Paris

Visite du ministre de la guerre égyptien

La visite en France du général Gamssi, vice premier ministre et ministre de la Guerre d'Égypte, survient cinq jours seulement après la dénonciation par le président Sadate du traité d'amitié et de coopération égypto-soviétique. Elle répond aux nécessités vitales de la défense nationale égyptienne, victime du chantage et du sabotage soviétiques. L'Égypte a en effet un urgent besoin de compenser ses pertes en équipement subies pendant la guerre d'octobre 73, étant donné l'arrêt complet des fournitures et même des services d'entretien du matériel acheté à Moscou.

A un dîner officiel donné en son honneur, le général Gamssi a réaffirmé que la puissance et la capacité du potentiel défensif de l'Égypte constituent un «facteur de stabilité indispensable à cette région du Proche-Orient dont le sort est vital pour la paix mondiale.»

Tirant les leçons du passé, il a estimé que «la sécurité de la puissance égyptienne et son potentiel de défense reposent sur la diversification de ses sources d'armements.»

La France, pays du second monde, également victime du chantage et des menaces des deux superpuissances, doit répondre favorablement à l'attente de l'Égypte.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

Protestation contre la décision d'annulation du FRAP

Le service d'information parisien du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP), appelle, dans un communiqué, le peuple de France à protester contre l'arrêté du ministre de l'Intérieur ordonnant sa dissolution.

«Cette décision sans précédent, affirme le FRAP, est rendue publique peu après l'entrevue secrète entre Poniatowski et Fraga.. Elle constitue la plus honteuse des collaborations avec ceux qui viennent, en deux semaines, d'assassiner en pleine rue 8 ouvriers et blesser plus de 200.» Le FRAP lance «une fois de plus un appel au peuple français pour qu'il se mobilise contre les assassinats en Espagne et constitue des comités de solidarité antifascistes et républicains.»

Voir page 6 le communiqué de protestation du «Comité unitaire de solidarité avec les peuples d'Espagne (CUSPE).

Dimanche à la Mutualité

Rassemblement national du PCR (m-l)

Dimanche 21 mars se tenait à la Mutualité le rassemblement communiste du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste). Environ 3 000 personnes y ont participé. Dans les couloirs un certain nombre de stands relatant les luttes ouvrières, des stands d'organisations anti-impérialistes.

La 1e partie du meeting était consacrée à des témoignages de l'exploitation capitaliste et aux luttes ouvrières et populaires, au cours de laquelle un mineur de Liévin a été particulièrement applaudi, ainsi que l'appel à l'unité des ouvriers et des paysans.

Dans son intervention centrale Max Clouzot, secrétaire politique du PCR(m.l.) a abordé la question de l'unité des marxistes-léninistes, en soulignant comme positives les discussions en cours et les actions communes de nos deux organisations. Il a également indiqué que l'unité des marxistes-léninistes était inéluctable.

Message de l' Humanité Rouge

Au Rassemblement communiste organisé à Paris le 21 mars 1976 par le Parti communiste révolutionnaire

Camarades,

L'Humanité rouge, quotidien des communistes marxistes-léninistes de France, se félicite des multiples manifestations unitaires qui l'ont rassemblée avec vous au cours de la période écoulée :

Rassemblement national ouvrier le 14 février, manifestation de soutien aux viticulteurs le 6 mars, défilé célébrant la proclamation de la Commune de Paris, organisé ce matin de la République au Père Lachaise.

Elle vous adresse son salut unitaire et souhaite le plein succès de votre Rassemblement dans la mesure où il se réclame du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Cependant les modifications que vous avez apportées au dernier moment aux conditions de déroulement des interventions et débats ne paraissent plus favoriser ce qui unit les marxistes-léninistes devant les masses, mais davantage ce qui les divise. L'Humanité rouge ne participera donc pas à votre Rassemblement dans le but d'éviter l'étalage public de contradictions qui peuvent se solutionner par des discussions d'organisation à organisation, mais que la classe ouvrière et les masses laborieuses désapprouvent dans leur principe comme néfastes au juste processus d'unification en cours.

L'Humanité rouge soutient tout ce qui unit au profit des intérêts de classe de la classe ouvrière, mais s'abstient vis-à-vis de tout ce qui peut diviser et donc nuire aux intérêts de classe des travailleurs.

Vive l'unité idéologique, politique et organisationnelle de tous les authentiques marxistes-léninistes qui, avec vous, avec nous, et avec de nombreux autres militants débouchera finalement sur l'existence en France d'un seul et unique Parti marxiste-léniniste révolutionnaire et prolétarien.

La direction politique de l'Humanité rouge.

LA SITUATION DE L'EMPLOI EN BRETAGNE

Nous publions le compte-rendu de la conférence de presse donnée à l'Union locale CFDT de St-Brieuc le mardi 16 mars, par le secrétaire fédéral de HA-CUI-TEX, Claude Thomas, le secrétaire de l'Union locale, et des représentants des entreprises relevant de la fédération HA-CUI-TEX dans les Côtes-du-Nord, en particulier la DMB-SAVEBAG, entreprise occupée depuis le 12 janvier contre la fermeture de l'usine.

A propos de la situation de l'emploi dans la branche HA-CUI-TEX en particulier en Bretagne, et les luttes qui s'engagent face à cette situation, le conflit de Fougères a été principalement évoqué. Nous venions d'apprendre que le mot d'ordre de «Fougères – ville morte pour le 19» venait d'être annulé, parce qu'un accord n'avait pu être obtenu entre les syndicats sur la forme que devait prendre cette journée : FO ne voulait faire que des débrayages, la CGT un arrêt de travail classique pour la manifestation, alors que la CFDT voulait que la ville entière arrête toute activité pendant 24 heures, n'assurant que les services d'urgence.

Il a été ensuite discuté, avec Claude Thomas, secrétaire fédéral, de la situation générale dans la chaussure : il y a actuellement 46 entreprises sur 562 qui licencient ou qui ferment depuis début 1975. Cela représente 5 000 licenciements, rien que pour les 4 derniers mois, et on a des inquiétudes pour 3 000 autres encore ; alors qu'il y a 8 095 demandeurs d'emplois et 10 000 travailleurs de la chaussure en chômage partiel !

Les patrons, qui ne se soucient pas des travailleurs mais seulement de leurs profits, prévoient, eux, de 5 000 à 10 000 emplois de moins en 1976 ! Ils «restructurent» ! Par exemple : toutes les entreprises qui ont eu des difficultés, même si elles ont redémarré, diminuent et disparaissent. «Poursuite de la restructuration et redéploiement industriel», c'est le langage des patrons : résultat : élimination des entreprises non-rentables (!), réduction des effectifs et augmentation de la productivité : en 1960, il fallait une heure pour faire une paire de chaussures – en 1964, il fallait 50 minutes..., en 1976, il faut 29 minutes, ... et en 1985 il faudra, selon l'objectif des patrons : 14 minutes ! C'est-à-dire que de 1976 à 1985, ils voudraient faire la même production avec moitié moins de personnel (environ 230 millions de paires).

On comprend qu'à Fougères les travailleurs ne soient pas d'accord sur la reprise d'une partie seulement du personnel : les patrons vont avoir bientôt à leur disposition une ligne automatique de montage de la chaussure (LIFFAC), chaine automatique, amortie en un an, en faisant travailler en équipe 4 ouvriers au lieu de 11 actuellement.

Les patrons ont un allié : le nouveau plan de soutien du gouvernement en faveur de l'industrie de la chaussure. Il comprend une aide financière aux «meilleurs», les plus gros inévitablement, une «taxe parafiscale» procurant des fonds servant à la restructuration de l'industrie, qui permettra l'accélération de la concentration capitaliste en gardant quelques moyennes entreprises pour s'adapter au marché ; et enfin le déblocage des prix de la chaussure au 15 mai, permettant aux patrons de vendre plus cher, au détriment des travailleurs eux-mêmes qui, avec des bas salaires, sont aussi des acheteurs.

A Fougères, l'objectif des patrons est de profiter de la situation des dépôts de bilans, pour faire redémarrer, mais avec moins de personnel. D'où les propositions patronales. Mais la CFDT a d'autres objectifs ! S'opposer aux licenciements, défendre les emplois, augmenter les salaires, améliorer les conditions de travail, faire respecter les droits syndicaux.

En ce qui concerne la coordination des luttes, il a été répondu que c'était envisagé par la CFDT, mais qu'il vaudrait mieux que ce soit interprofessionnel ou intersyndical.

La situation de l'emploi, déjà pas brillante à St-Brieuc, risque encore de s'aggraver ; en effet, on a appris à cette conférence de presse, que l'usine Rault (usine de vêtements) risque de fermer d'ici un ou deux ans, supprimant ainsi encore 320 employés.

Quelques questions de notre correspondant au cours de cette conférence de presse :

HR : Dans cette branche, le personnel est souvent féminin, quelle est sa position dans la lutte ?

CFDT : Maintenant les femmes se battent avec les hommes et aussi bien que les hommes.

HR : Dans la région de St-Brieuc, il y a une entreprise en lutte : la DMB-SAVEBAG à Plérin. Où en est la lutte actuellement et que comptez-vous faire ?

CFDT : Les licenciements à la DMB-SAVEBAG sont illégaux : les pouvoirs publics ne respectent pas leur propre légalité. Il y a donc un procès intenté en prud'homme. De plus la CFDT a cherché à avoir une réunion tripartite avec le PDG Vigneaud, qui s'est refusé à venir. On a obtenu qu'une lettre lui soit envoyée par le président des patrons de la maroquinerie, pour l'obliger à venir à St-Brieuc. Le reste, et l'issue du conflit, dépend des ouvrières elles-mêmes et de la situation dans la lutte.

C'est une petite entreprise (une soixantaine d'ouvrières dont 43 sont licenciées).

L'occupation continue, mais il faut éviter que le conflit soit étouffé, en prenant des initiatives et en popularisant davantage la lutte. C'est d'ailleurs un problème plus général : des initiatives vont être prises pour populariser au niveau national la lutte à Fougères (chez Réhault, chez Maunoir, et chez Morel et Gaté) et aussi d'autres entreprises qui sont en lutte : 6 dans le cuir dont Béarn-chaussures, BCD à Dax, Fransit à St-Donat près de Romans, et aussi dans le textile où les usines sont occupées. Actuellement en France, il y a plus d'une centaine d'entreprises occupées en tout.

Correspondant HR.

Fougéres

Non à la provocation Non à la division des travailleurs

Suite de la page une.

Les travailleurs ont riposté par une plainte contre X déposée par les organisations syndicales CGT et CFDT, une lettre au procureur et un article dans la presse locale où ils dénonçaient les *«provocations d'un commando aux méthodes fascistes»* dont les premières victimes ont été les «Réos» eux-mêmes et les ouvriers du quartier. Cette provocation fait partie du plan qui vise à isoler les luttes des travailleurs.

Mais ceux-ci sont décidés à ne pas se laisser faire. Un tract a été diffusé sur toute la ville (la lettre ouverte que nous avons déjà reçue) où les «Réos» expliquent pourquoi ils sont en lutte. Les usines, le CET, le lycée, les marchés et centres commerciaux, les petits commerçants, l'ANPE ont ainsi été touchés par les «Réos» avec l'aide de leur comité de soutien.

Le 13 mars, une délégation avait été au rassemblement CFDT à Tours où elle avait pu expliquer la lutte et prendre contact plus précisément avec les travailleurs de Caron-Ozanne.

Le 15 mars une autre délégation est allée expliquer la lutte aux étudiants de Rennes en grève. Ces contacts ont permis une liaison durable : les étudiants se chargeront de la distribution des tracts que les «Réos» sortiront.

Le 16 au soir la CFDT a fait le point et a décidé une réunion d'information tous les mardis pour populariser la lutte. Enfin le 21, une fête populaire s'est tenue. La lutte contre les licenciements n'en est qu'à ses débuts, l'unité des travailleurs à la base et dans l'action la fera avancer.

Article vu par la Commission extérieure des ouvriers de Réhault.

Correspondant HR.

VERS L'UNITE DE LUTTE DES 3 USINES EN LIQUIDATION RÉHAULT, MAUNOIR ET MOREL

Chez Morel, un vote des travailleurs a repoussé la proposition de reprise qui prévoyait le licenciement de 150 travailleurs sur 270. Après ce vote les délégués syndicaux se sont réunis et ont repoussé l'occupation 11 contre, 1 pour et une abstention. Cependant dans la semaine la lutte risque de s'engager.

Chez Maunoir, une quarantaine de travailleurs se sont réunis et ont décidé de soutenir et de particper à la lutte unie des trois entreprises contre les licenciements. A noter que parmi ces travailleurs, la moitié avait reçu des promesses de réembauche.

Cette semaine tous les efforts seront faits pour unir la lutte des travailleurs de Réhault avec celle des ouvriers de chez Maunoir et Morel.

FETE POPULAIRE ET SOUTIEN A LA LUTTE DANS L'USINE OCCUPÉE

Dimanche après-midi, chez Réhault, une fête populaire a eu lieu. De nombreux travailleurs y sont venus en famille. Plusieurs stands étaient installés dans la salle polyvalente et un groupe de musiciens a animé une partie de l'après-midi en jouant de la musique populaire de la région.

Pour populariser la lutte, le hall d'accueil était ouvert à tous. Des panneaux résumaient la lutte avec photos, coupures de journaux, tracts, etc.

Dans la salle, les films réalisés par les travailleurs sur la marche sur Rennes et les diverses manifestations de Fougères ont été projetés à plusieurs reprises.

Comité de chômeurs de Montpellier

PREMIERE VICTOIRE POUR LES TRANSPORTS GRATUITS

Dans le cadre de son action pour les revendications immédiates des chômeurs, le Comité-chômeurs-CFDT de Montpellier a lancé depuis plusieurs semaines une campagne sur la ville pour exiger les transports en commun gratuits pour les chômeurs et leurs familles (affiches, tracts aux files de pointage, enquête auprès des chômeurs pour savoir s'ils étaient d'accord avec cette revendication et s'ils étaient prêts à participer à une action en vue de la faire aboutir).

Le Comité-chômeurs, après cette enquête qui se révéla positive, appela donc les chômeurs à participer le mercredi 17 mars à une journée bus-gratuits pour les chômeurs. Dès le matin, des groupes de chômeurs prenaient le bus gratuitement en expliquant aux voyageurs le but de leur action.

C'est alors que l'on vit arriver un membre de la direction de la CTM (compagnie privée des cars de la ville) nous assurant qu'aucune poursuite ne serait engagée à l'encontre des chômeurs prenant le bus gratuitement, que les contrôleurs demanderaient simplement la carte de pointage.

Cette attitude positive de la part d'un membre de la direction démontre la peur de la direction de la CTM et la peur des bourgeois devant la mobilisation des chômeurs.

Cette journée n'est qu'un début de victoire, car il faut exiger que cette mesure ne se limite pas à un seul jour.

Des démarches vont être entreprises en direction de la CTM et de la mairie afin qu'un accord soit passé.

Pour cela, les chômeurs doivent savoir que comme à Toulouse et Grenoble, seule la mobilisation permettra d'obtenir ces victoires. Ils devront s'opposer et dénoncer toutes les mesures démagogiques de la CGT qui fait signer des pétitions et remplir des bulletins d'adhésion en assurant aux chômeurs que par ce moyen ils obtiendront les bus gratuits, le non-paiement des notes de gaz, d'électricité, etc.

Une marxiste-léniniste du Comité-chômeur.

SDN-Peugeot à Villeneuve St-Georges

Les grévistes sont expulsés par la police

Les 300 ouvriers de l'entreprise SDN-Peugeot, à Villeneuve-St-Georges (Val-de-Marne), ont été expulsés vendredi par la police de l'usine qu'ils occupaient depuis le 10 mars pour faire aboutir leurs revendications, portant notamment sur une augmentation des salaires. Les ouvriers de l'entreprise, parmi lesquels on compte 80 % de Maliens, d'Antillais, d'Algériens et plusieurs femmes portugaises, avaient fait l'objet d'un référé d'expulsion, rendu le 12 mars dernier par le tribunal d'Ivry.

Une manifestation de plusieurs centaines de travailleurs appartenant à des entreprises voisines s'est déroulée vendredi, quelques heures après l'intervention des forces de police à la SDN-Peugeot.

Logement

Dans une cité du Bourget

Douze familles sont menacées d'expulsion

En 4 ans, les loyers ont doublé, les charges ont triplé !

C'est le printemps... Mais avec le printemps revient la possibilité légale pour les propriétaires d'expulser ceux de leurs locataires qui ne s'acquittent pas à temps de leurs loyers et charges. Les expulsions sont en effet interdites, en principe, durant les mois d'hiver. A l'heure où nous écrivons, une douzaine de familles sont sur le point d'être expulsées — si ce n'est déjà fait — d'une cité du Bourget, dans la banlieue nord de Paris.

Au Bourget voici quelques années, au 25-27 avenue de la Division Leclerc, une centaine de logements étaient construits par une société privée, la Résidence urbaine, filiale du foyer français des fonctionnaires. Il était établi que pendant 99 ans la Résidence urbaine aurait charge de gérer cette cité, et que par la suite, la cité étant construite sur des terrains communaux, sa gestion serait retirée à la Résidence urbaine.

Mais en 99 ans, il y a largement le temps de faire de coquets profits. La Résidence urbaine d'ailleurs n'a pas perdu de temps pour s'y mettre : en quatre ans, elle a fait *doubler* les loyers et *tripler* les charges !

Alors dans cette cité, où par ailleurs la proximité d'une ligne de chemin de fer et de la Nationale 2 ne favorisent pas leur repos, les travailleurs n'arrivent plus à payer. Comment cet agent hospitalier pourrait-il verser 700 F de loyer pour son F3 quand derrière lui galopent trois enfants qu'il faut nourrir avec le restant de la paie ?

12 FAMILLES MENACÉES...

Mais les patrons de la Résidence urbaine — qui n'ont pas, eux, ce genre de problèmes ! — ne se posent pas tant de questions : tu peux payer, bien ; tu ne peux pas, alors fiche le camp !!

C'est ainsi que 12 familles au moins sont menacées d'être expulsées d'un moment à l'autre. Récemment l'Association des locataires a organisé une réunion pour mobiliser le plus grand nombre de familles contre cette injustice et cette oppression criantes : *«Aujourd'hui 12 familles sont menacées, demain il y en aura certainement d'autres si on ne réagit pas. Nous sommes tous concernés. Il faut absolument bloquer cet engrenage dès le départ.»*

Déjà il y a quelque temps un huissier avait pénétré, avec l'aide d'un serrurier, dans un appartement, en l'absence des locataires. C'est le signe que les menaces ne sont pas gratuites. Par ailleurs la Résidence urbaine fait preuve d'un singulier acharnement contre les locataires dont elle a décidé de se débarrasser : une mère de famille qui s'était défendue en voyant son nom sur la liste des locataires à expulser, et qui avait donné la preuve qu'elle avait bien payé ses loyers, s'est vu répondre qu'en 1972 elle avait donné un chèque sans provision... ce qui est un pur mensonge puisqu'à l'époque n'ayant pas de chéquier, elle payait en liquide !

Au cours de l'assemblée des locataires de nombreux exemples ont été cités stigmatisant les pratiques des propriétaires et des gérants : ici, une mère de famille contrainte de verser 700 F par mois *en plus de son loyer* pour pouvoir conserver son logement ; là une mère de famille qu'on jette à la rue parce qu'elle avait 110 F de loyer de retard ! Mais on n'a pas tout dit, on n'a pas dit tout ce qu'on aurait voulu. Les notables du PCF — qui étaient venus en force : député, maire, responsables locaux, ... — sont de beaux parleurs, eux, et avec l'aide d'une représentante du CNL*, ils ont largement monopolisé la réunion. Au milieu de tout un flot de belles paroles, ils ont tenté de faire passer leurs idées, notamment celle selon laquelle la forme de lutte qu'il faut adopter, parce que très combative, c'est... d'aller en délégation à la préfecture... En fait ce qu'ils voudraient c'est mettre à profit les expulsions pour renforcer leur parti sur la cité, c'est tout, il ne s'agit nullement d'aider les locataires menacés.

... TOUTE LA CITE PRETE A LUTTER

Malgré la présence envahissante du PCF, des perspectives concrètes de lutte ont pu être dégagées. La représentante de l'Association des locataires a beaucoup insisté sur la vigilance, la nécessité d'être présents sur la cité pour réagir vite en cas de tentative d'expulsion. Dès que les «camions verts» de la préfecture apparaissent, ne pas hésiter à prendre un mégaphone ou même à faire un concert de casseroles pour prévenir tout le monde. Il a été décidé aussi de mobiliser tout le monde, femmes, maris, amis, et même les enfants, pour assurer un guet en permanence. *«Tant qu'il y aura une masse de gens, l'huissier n'osera pas venir.»* Les uns après les autres, les locataires qui étaient venus à la réunion se sont inscrits pour être de garde tel ou tel jour de la semaine.

«S'IL EN VIENT UN POUR M'EXPULSER, JE L'ASSOMME !»

Déjà ces décisions ont fait preuve de leur efficacité. Peu de temps après cette première assemblée des locataires, un huissier accompagné d'un commissaire de police et d'un serrurier est arrivé. Les habitants immédiatement alertés par une fanfare improvisée de casseroles sont descendus, ont localisé les trois intrus et ont empêché leurs exactions. Ces derniers, furieux, injurieux, ont juré qu'ils reviendront, mais ils savent désormais que ce sont des travailleurs mobilisés qu'ils trouveront en face d'eux.

«Je ne vais pas me laisser faire. S'il y en a un qui vient pour m'expulser, je l'assomme.» disait une mère de famille. Gageons que si les habitants de la cité développent leur lutte dans les jours à venir, en toute autonomie et tous unis dans la même action, s'ils savent déjouer les manœuvres de diversion, ils réussiront à bloquer toute tentative d'expulsion.

* *CNL : Comité national des locataires, contrôlé par le PCF.*

Pour accroître ses profits, la société qui gère la cité voudrait expulser 12 familles (Photo correspondant HR).

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :
— E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

A la Lainière de Roubaix

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

De notre correspondant à l'usine de la Lainière à Roubaix, nous avons reçu cette information concernant la lutte victorieuse des travailleurs. De nombreux travailleurs actifs dans la lutte étant portugais, nous passons également cet article en portugais afin que l'ensemble des travailleurs puissent en avoir connaissance.

«Décidés à obenir 30 % de majoration de nuit (au lieu de 25 %), le casse-croûte égal à une heure de salaire et la pause de 30 mn au lieu de 20, c'est unis que les travailleurs français et immigrés de l'équipe de nuit ont mené une grève massive. Mardi soir 16 mars : 100 % de grévistes !

Ne voyant rien venir depuis le début de l'année, tous les travailleurs se sont mobilisés et ont dénoncé les mensonges des patrons, qui avaient promis aux réunions du CE de satisfaire les revendications dans les 6 mois. L'équipe de nuit s'est mise en grève en exigeant les 5 % tout de suite.

Les travailleurs ont repoussé une première fois la proposition patronale « 1% tous les 2 mois».

Mercredi matin, amené devant l'assemblée générale des travailleurs, le patron a cru pouvoir s'en sortir en proposant «2 % tous les mois», mais il a vite compris qu'il devait réviser ses plans, et il a dû lacher les 5 % tout de suite. Il s'est engagé à satisfaire les autres revendications à bref délai.

C'est par une grève de lutte de classe, pour avoir un rapport de force en leur faveur, que les travailleurs ont fait plier la direction ; c'est le seul chemin pour la victoire !»

Correspondant de l'usine.

O QUE E QUE SE PASSA ?

Verdadeiramente surpreendido com uma luta de imigrantes na maior parte, ev ouvi que era o 25 de avril que chegava a lainiere de Roubaix.

30 % majoraçao e salairio igual a uma hora da casse-croute como 30 minutos de pausa a noite.

Formidavel vitoria depois dois dias de viva luta dos trabalhadores. Pois portugueses, espaniois, algeriens, franceses, italianos, etc... De esta equipa se unirao faternalmente com os merecidos 30 % ja a muito descutidos.

Os trabalhadores du 25 de avril de la Lainière de Roubaix.

A LA SEI, banlieue de Lille

LES OUVRIERS SÉQUESTRENT LEUR DIRECTEUR

Les ouvriers de la SEI (société d'embranchements industriels) de Saint-André dans la banlieue lilloise, employant 84 personnes en grève depuis une semaine, ont retenu dans leur bureau au siège de la société, le directeur et un conducteur de travaux. En fin de semaine, un piquet de grève d'une vingtaine de personnes occupait toujours le siège de la sécurité.

Au cours d'une assemblée, les locataires discutent de la lutte à mener (Photo correspondant HR).

Formation professionnelle

Témoignage d'un jeune stagiaire

Le gouvernement fait beaucoup de battage autour de la soi-disant «revalorisation du travail manuel». Haby, dans ce cadre, institue «l'Ecole près de la vie», l'école qui «forme les jeunes» et les prépare à leur «futur métier»... Formation des jeunes ?

Exploitation des jeunes, répondent les élèves des SES (sections d'éducation spécialisée), entre autres, au sortir de leurs «stages de formation professionnelle».

Voilà ce que raconte un élève de SES, âgé de 16 ans.

«Je suis en 3è, section bois. J'ai déjà effectué 2 stages sur 3.

Dans le 1er, pendant 15 jours, j'ai fait de la manutention, traîné des caisses très lourdes, dans un magasin de quincaillerie. Le soir, j'étais crevé. Mais je n'ai pas touché un sou. Seulement les ouvriers de l'entreprise se sont cotisés pour me donner 70 francs.

Mon 2è stage de 15 jours je l'ai passé sur un chantier.

Là j'ai scié, posé tout seul des portes, passé de la laine de verre, mais aussi fait des travaux de terrassement, nivellement de sol... Le patron m'a donné 100 F (pour 15 jours !). On comprend pouquoi il aurait aimé accorder une prolongation gracieuse du stage... Pour finir la maison... Un autre élève a touché 250 F pour 4 semaines de boulot semblable.

En plus, on doit se rendre sur le lieu du stage par ses propres moyens. Cette fois le chantier était à 5 km de l'école. Mes parents ont dû me payer un vélo, et le mois va encore être difficile à boucler...

Finalement je n'ai touché aucune machine, je n'ai pas appris grand chose, mais pour les patrons, c'était tout profit.

On m'a aussi fait passer ce stage pour un stage de «préembauche» mais malgré de très bonnes appréciations, à la question de l'embauche, le patron a mis un point d'interrogation... »

Ceci n'est qu'un exemple entre beaucoup de l'exploitation dont sont victimes les jeunes, sous couvert de «formation» au travail manuel.

«L'Huma» escroc : on le savait
ÇA SE CONFIRME !

M'étant abonnée l'an dernier au journal «L'Humanité», j'ai décidé de ne pas renouveler cet abonnement.

Aussi début février, quand arriva le premier avis de renouvellement, je n'y ai pas répondu. De même pour le deuxième, puis le troisième avis. L'abonnement a donc cessé fin février.

Généralement pour tout autre journal, l'affaire en reste là.

Mais, loin de se décourager, la «Société nouvelle du journal L'Humanité» vient de m'adresser un avis d'avoir à payer 241 F *(soit 240 F d'abonnement, plus 1 F de taxe – à quand les 10 % de pénalisation ?)* sous forme de carte de remboursement !

A combien de personnes cet avis est-il envoyé chaque jour, chaque mois ? Combien de personnes «L'Huma blanche» tente-t-elle ainsi d'escroquer ? Non content d'user de tous les artifices de la publicité pour persuader «l'acheteur» que son journal est le grand défenseur des libertés, le PCF n'hésite pas à exercer des pressions individuelles pour faire croire aux gens qu'ils sont obligés de s'abonner !

Face à ce genre de pratique, nous n'avons plus qu'à remercier ces messieurs du parti révisionniste : ils nous montrent avec tant de clarté la nature de la société qu'ils voudraient imposer... que, non, merci, nous avons compris, nous n'en voulons pas. Nous, nous battons pour tout autre chose, pour imposer le socialisme, pour que le prolétariat exerce sa dictature sur la bourgeoisie et la prive du droit d'escroquer et d'exploiter !

Une lectrice.

NOTE DE L'ADMINISTRATION

Depuis quelque temps – parce qu'il était susceptible d'engendrer des confusions (cf HR 425) – le numéro indiquant la date de fin d'abonnement ne figure plus sur les bandes d'expédition du journal ; aussi l'administration de «L'Humanité rouge» a-t-elle décidé d'envoyer désormais à chaque abonné une lettre individuelle lui rappellant, 8 jours avant, que son abonnement arrive à terme, et lui permettant donc de le renouveler sans avoir à souffrir d'un «trou» dans la réception des journaux.

ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PÉKIN INFORMATION
1 an – 52 numéros – 21 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION
1 an – 12 numéros – 14 F

BULLETIN D'ABONNEMENT
M. . . . . Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Ville . . . . . Code postal . . . . . .

PÉKIN INFORMATION (1 an)
LA CHINE EN CONSTRUCTION (1 an)

Réglement par chèques ou mandats à l'ordre de :

ÉDITIONS DU CENTENAIRE
Distributeur officiel des
Éditions de Pékin
24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris
Tél. : 202-87-05

Spécimens et renseignements sur demande.

UNE RÉCENTE PUBLICATION DES ÉDITIONS DU CENTENAIRE DANS LA COLLECTION «TIERS MONDE EN LUTTE»

UN SEUL COMBATTANT SUPREME : LE PEUPLE

DISCOURS PRONONCÉ LE 17 OCTOBRE 1975 PAR UN REPRÉSENTANT DU JOURNAL

«LE TRAVAILLEUR TUNISIEN» (EL AMEL TOUNSI)

LORS D'UN MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DE LA RÉPRESSION DE BOURGUIBA

Passez vos commandes à E - 100
24, rue Philippe de Girard – 75010 Paris
Prix : 3,00 F

APPEL A LA MANIFESTATION DE PROTESTATION
à l'occasion du premier anniversaire de la mort de 10 ouvriers au Perthus

Il y a un an, 10 ouvriers de l'entreprise de Travaux publics CITRA-France trouvèrent la mort au travail. Quel travail ? Celui de bâtir pour les plus grands profits des capitalistes, l'autoroute B9. Dans quelles conditions ? Celles d'une exploitation sordide : avec des horaires pouvant atteindre 100 heures par semaine, des conditions de travail insalubres et des conditions de sécurité totalement inexistantes.

La classe ouvrière, et celle du bâtiment en particulier, connaît la sueur et le sang pour des conditions de vie souvent précaires ; elle sait que seules des luttes efficaces, *classe contre classe*, lui permettent de faire aboutir ses revendications. En s'opposant plusieurs fois par la grève à la politique ultra-réactionnaire du patron, le personnel de CITRA a su répondre du tac au tac.

Nous voulons insister aujourd'hui, non pas sur la peine des familles ni sur celle de leurs camarades mais sur le scandale qui se poursuit : celui de l'enquête.

A tous les niveaux tout est fait pour enterrer l'affaire : les pièces du dossier sont inaccessibles, les familles ne sont même plus informées, la justice suit son cours tranquille au service de sa classe : la bourgeoisie.

Bien plus, alors que nous apportons tout notre soutien aux syndiqués de base de la CGT, nous savons que ces grands défenseurs de la classe ouvrière que sont les élus du PCF et les dirigeants de la CGT n'ont réellement *rien fait pour dénoncer ces crimes capitalistes.*

Oui tout notre soutien va aux militants de base des syndicats qui, inlassablement, dans des conditions difficiles ont affronté un patronat de choc. Tout notre mépris va aux pseudo-communistes prêts à tout pour gérer le système capitaliste et qui se sont contentés d'écrire à M. le ministre. Le pseudo parti communiste français vient de se vautrer dans les cantonales à coup de milliers d'affiches ; il n'en a tiré aucune pour soutenir les luttes des ouvriers du bâtiment. Mais ces nouveaux bourgeois n'ont plus rien à voir avec la classe ouvrière. Et l'intérêt des travailleurs impose non seulement de dénoncer les crimes capitalistes mais aussi d'armer les syndicats ouvriers avec des justes mots d'ordre de lutte de classe et en se débarrassant de la ligne archi antiouvrière du PCF qui prône le compromis à tout bout de champ.

Nous demandons à tous les travailleurs du département, syndiqués ou non, de marquer par des arrêts de travail le mercredi 24 de 16 à 16 heures 30 le soutien à la lutte des travailleurs de CITRA, ainsi qu'à la population, de se rendre nombreux au Viaduc (autoroute B9) près du Perthus, pour se joindre à la cérémonie et protester énergiquement contre les crimes capitalistes camouflés en «accidents» du travail.

Les communistes marxites-léninistes de Perpignan -
L'Humanité rouge
BP 1034 Perpignan

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

Comité unitaire de solidarité avec les peuples d'Espagne (CUSPE)

Communiqué à la presse

Nous, CUSPE (Comité unitaire de solidarité avec les peuples d'Espagne), tenons à dénoncer la mesure d'interdiction prise à l'encontre du FRAP par Monsieur Poniatowski et publiée dans le Journal officiel du 16 mars 1976.

Il est clair que cette mesure, qui vise un mouvement antifasciste et républicain spécifiquement espagnol dont l'activité en France n'a jamais constitué un danger quelconque pour le gouvernement français, et n'a jamais troublé l'ordre public, est une mesure antidémocratique qui porte atteinte à la liberté d'expression. En effet, orientée uniquement vers l'Espagne, l'activité du FRAP vise uniquement le gouvernement franquiste.

Le problème se pose de savoir pourquoi cette association, tolérée jusqu'à présent par le misistère de l'Intérieur est désormais dissoute, et pourquoi maintenant.

Par cette mesure, M. Poniatowski démontre la connivence qui existe entre les polices française et espagnole, et souligne l'appui que le gouvernement français donne au gouvernement franquiste de Juan Carlos.

C'est pourquoi nous appelons tous les démocrates, sans distinction d'opinion, soucieux de défendre les libertés fondamentales, à s'élever contre une mesure qui met en péril le droit d'expression, non seulement des étrangers en France, immigrés ou réfugiés politiques, mais aussi de tous les citoyens français.

**CUSPE 45 rue Dunois 75013 Paris*

Entretien avec Joris Ivens, Marceline Loridan et Jean-Pierre Sergent

HR : Pouvez-vous expliquer, pour les lecteurs de l'Humanité rouge, quels ont été vos objectifs en entreprenant cette série de films sur la Chine ?

Joris Ivens : Nous avons pensé qu'il était important de montrer la vie quotidienne du peuple chinois, comment cela se passe à la base, parce que tous les films qu'on a pu voir sur la Chine sont très extérieurs et les livres parlent très peu de la vie quotidienne. Alors qu'il est très important de faire connaître la vie du peuple chinois et de faire se rapprocher ce peuple avec le peuple français et les autres peuples — car notre film n'est pas fait seulement pour la France —. En tout cas, notre équipe a considéré que la Révolution culturelle est un des grands événements du 20e siècle qu'il faut faire connaître et que nous avons essayé de montrer. C'est, je pense, dans la suite logique de mon travail de cinéaste avec le film sur la guerre d'Espagne (1), et depuis avec Marceline quand nous sommes allés au Vietnam (2) et au Laos (3), etc.

Discussions animées dans une pharmacie à Shanghaï.

HR : Mais justement, pourquoi prendre comme axe la Révolution culturelle ?

JI : Naturellement on ne pouvait pas filmer la Révolution culturelle puisque c'était terminé, mais seulement ses acquis et les choses qui sont en pleine transformation. Et effectivement si je compare avec les fois précédentes où je suis venu en Chine, c'est-à-dire en 38, pendant la lutte du peuple chinois contre l'invasion des impérialistes japonais, en 58 au moment du Grand Bond en avant, et maintenant, il y a eu d'énormes changements.

Marceline Loridan : Je suis allée en Chine avant la Révolution culturelle, en 65, et j'ai pu voir la différence ! On pouvait déjà voir les changements qu'il y avait eu à cette époque, mais pour moi il y avait des choses qui me choquaient comme par exemple le rapport entre les cadres et le peuple qui était un rapport très «séparé» où les cadres semblaient, à mon avis, avoir une attitude très répressive avec les gens et un peu élitiste. C'était variable, il y avait des endroits où ce n'était pas comme cela, il y en avait d'autres oui. Cela pouvait sembler être une démocratie tout à fait «relative». Mais sur ce plan-là, j'ai vu de très, très grands changements après la Révolution culturelle. Il était plus difficile avant de parler, par exemple dans une usine, directement avec les ouvriers, de s'arrêter près de quelqu'un qu'on ne connaît pas du tout pour lui poser toutes sortes de questions, etc. Ça, c'est quelque chose qu'on ne sent plus du tout en Chine aujourd'hui. Vous pouvez vous arrêter n'importe où, demander n'importe quoi, aborder franchement tous les problèmes sans gêne. Même s'il y a encore certains cadres qui se conduisent comme avant la Révolution culturelle, les Chinois montrent qu'il faut lutter contre cela et qu'il faut changer.

JI : Même dans les milieux du cinéma nous avons vu cela ! Avant, les structures de leur organisation étaient basées sur celles du cinéma soviétique, mais ils ont changé depuis ce système de plan rigide qu'il fallait appliquer bureaucratiquement, pour travailler d'une façon plus vivante en tenant compte de la valeur du travail et non du nombre de mètres de pellicule réalisés.

ML : Il y avait un très grand formalisme.

HR : A votre avis, pourquoi l'amitié et l'intérêt pour la Chine se développent-ils en France ?

ML : Je ne sais pas, mais en tout cas, il y a une très grande curiosité et un très grand intérêt. La presse occidentale s'est tout de même fait l'écho de ce qui se passe en Chine et même s'il y a sous-information, informations partielles ou même le silence — comme dans un journal comme l'Humanité — l'écho arrive et malgré tous les barrages, il «transpire» de tout cela une société en plein bouleversement, une société qui se transforme, alors qu'ici nous sommes dans une société en crise. Et une des questions qu'on est amené à se poser, et que je me posais particulièrement à partir de l'expérience qu'on a de l'Union soviétique, c'est : y a-t-il ou n'y a-t-il pas des libertés pour le peuple dans un pays de dictature du prolétariat ?

HR : Pourquoi avez-vous choisi de filmer des lieux ou des choses non-exemplaires, dont on ne pouvait pas dire qu'ils étaient des modèles ?

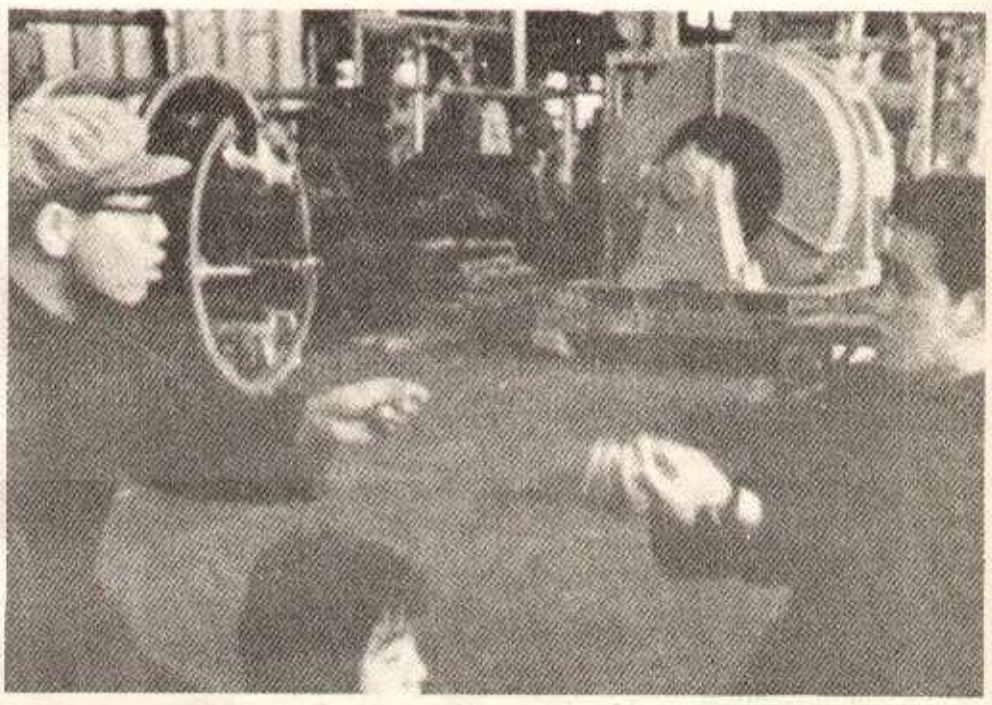
ML : C'est-à-dire que notre propos n'était pas de faire un film glorifiant tel ou tel aspect de la construction du socialisme en Chine en disant : ça c'est bien, ça c'est très bien, etc., mais plutôt de montrer comment on pouvait en arriver là, avec tous les problèmes que cela pose, les conflits et les contradictions.

J.-P. Sergent : On peut très bien faire un film sur des choses exemplaires comme font par exemple les Chinois pour leurs documentaires, mais là n'était pas notre but. Si les Chinois font de tels films, c'est dans un but éducatif et de popularisation d'une expérience.

JI : Concrètement, nous avons préféré filmer une usine plus «ordinaire» comme celle de générateurs de Shanghai plutôt que celle de montres qui était une usine pilote où les choses et les problèmes se posaient d'une manière trop exemplaire, trop «avancée». Pendant 4 semaines, il ne s'est rien passé, et puis tout à coup, alors que nous pensions simplement faire un film strictement documentaire, s'est déclenché un mouvement où s'opposaient les ouvriers aux cadres.

Nous avons pensé également que s'il est important pour la Chine, puisque c'est un pays en voie de développement, de parler des réalisations industrielles, économiques, etc., il est encore plus important de montrer quels sont les rapports entre les gens, la lutte, la vie quotidienne du peuple. C'est ce que nous avons fait en particulier avec le film sur le pétrole à Taking.

Prise de vues dans une caserne de l'APL.



Séance de critique et de discussion sur les primes et les stimulants matériels.

HR : Comment ça s'est passé le tournage là-bas ? Quels ont été vos rapports avec la population ?

JI : C'était chaque fois une bataille pour leur faire comprendre qui on était, de quel côté on était.

ML : Il fallait gagner leur confiance...

JI : Par exemple, pour cela, nous avons projeté notre film «Le 17e parallèle» plusieurs fois dans des usines pour leur faire voir que nous voulions toujours rester très près des gens que nous filmions et non pas venir comme cela : nous voilà !

ML : Se mettre au service de la réalité. Nous avons eu énormément de discussions pour comprendre la situation, les problèmes et pour faire comprendre comment nous voulions les expliquer — sans scénario, en prenant l'image au vol, en se saisissant de la vie et de la réalité qui passent — pour un public «occidental» qui connaît très peu de choses sur la Chine, etc. Et aussi quelque chose qui leur semblait banal, en particulier dans l'équipe de tournage — puisque nous travaillions avec des opérateurs chinois — était pour nous très «typique», très significatif.

Ils nous posaient beaucoup de questions sur la vie du peuple en France, sur la situation politique en Europe...

A suivre demain

(1) Terre d'Espagne.
(2) Le 17ème parallèle.
(3) Le peuple et ses fusils.

23-31 mars 1976

Exposition-vente

de reproduction des œuvres des

Peintres-paysans chinois

tous les jours de 12 heures à 20 heures
Librairie LA FORCE DU LIVRE
33 Rue René Leynaud - 69001 Lyon
au pied de la Croix-Rousse, tout près des Terreaux

l'Humanité Rouge

Contre la nouvelle grille de classification (3)

DEQUALIFICATION MASSIVE DES TRAVAILLEURS

Face à la crise, le patronat veut se restructurer. Les frais de cette restuation, il a bien l'intention de la faire payer aux travailleurs. A tout l'arsenal dont il dispose et, pensant que la combativité des travailleurs est sérieusement entamée par le chômage, il vient d'ajouter une arme supplémentaire : une nouvelle grille de classifications dans la métallurgie ; avec la complicité de la CGC, de la CFTC et de FO — ces chiens de garde bien nourris du capitalisme.

Dans les deux articles précédents, nous avons voulu resituer cet accord dans son contexte historique depuis la Libération (quels types de revendications salariales ont été successivement avancés) et rappeler le caractère de *COLLABORATION DE CLASSES* que revêt finalement toute négociation paritaire sur les qualifications. Suivant les cas, l'application faite est brutale ou subtile — nous y reviendrons — habilement coordonnée avec tout le baratin sur la «revalorisation du travail manuel». Nombreux sont les travailleurs qui ont immédiatement compris l'enjeu : les colonnes de notre journal ont fait état des premières luttes. Et la liste des entreprises touchées par cette bataille va en s'allongeant.

Mais la popularisation n'est pas suffisante : c'est pourquoi nous pensons devoir analyser ci-dessous les points essentiels du fameux accord, suffisants pour justifier *UN REFUS GLOBAL, SANS AMBIGUITÉ*, un refus de classe.

Nous ne devrons pas en rester là : notre tâche est bien de travailler à l'unification. L'unité est un souci constant, légitime de la classe ouvrière, qui sait bien qu'elle a toutes les chances d'être vaincue si elle va à la bagarre en ordre dispersé. C'est pourquoi dans l'article suivant, nous avancerons des propositions de riposte. Elle ne vaudront que si elles sont reprises — et principalement si nous réussissons à montrer leur contenu politique, de classe.

Mais ne négligeons pas l'analyse...

Nous n'entreprendrons pas une analyse point par point, «technique» des différents paragraphes de l'accord. Nous n'avons nullement l'intention de nous substituer aux organisations syndicales, d'autant qu'elles ont fait cette sorte de travail. Signalons notamment, du côté de la FGM-CFDT, les BRS 3/75 du 11.02.75 et 10/75 du 29.09.75. Nous chercherons beaucoup plus à dégager les points essentiels qui soient les points de repère pour les militants et l'ensemble des travailleurs dans leur mobilisation et leur lutte.

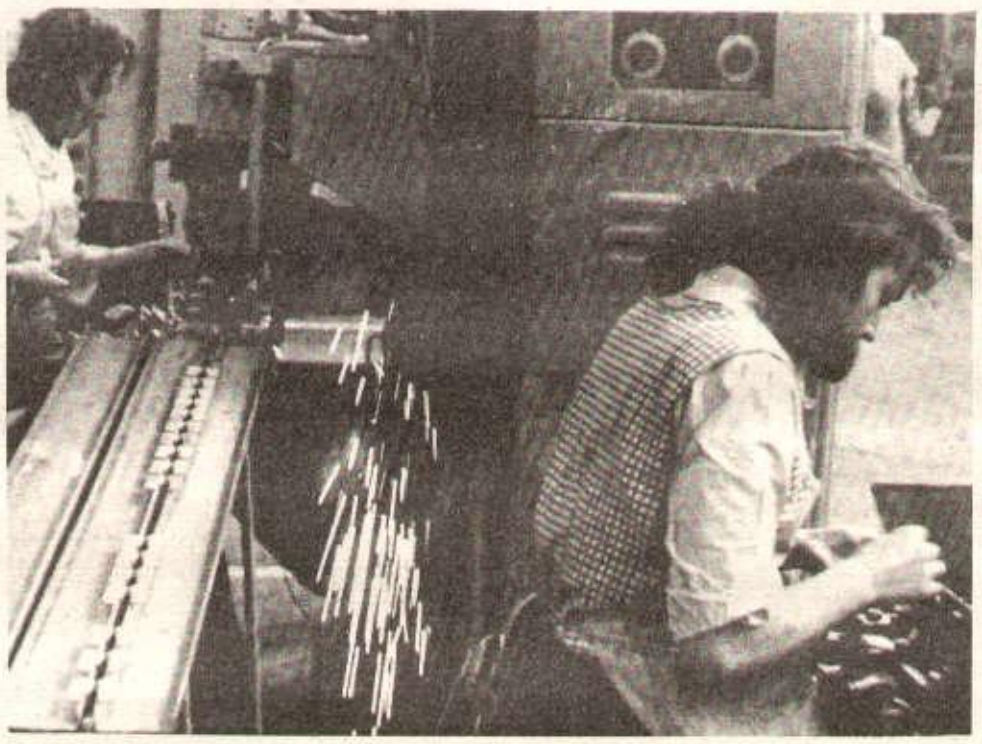
L'absence d'une politique des salaires

La seule garantie que donne finalement l'accord, dans son «préambule» est qu'il ne doit pas «entraîner ni une diminution des rémunérations, ni leur revalorisation générale», même s'il doit aider à «la détermination de rémunérations minimales hiérachiques». L'astuce consistera à faire en sorte qu'aux salaires réels actuels correspondent des coefficients tels qu'ils soient supérieurs aux dits minimums... Du même coup, le patronat élude le problème de fond : augmentations uniformes ou hiérarchisées ? Il fera même mieux : il justifiera la fréquente complicité des sections CGT, en concédant une augmentation de la valeur du point. La direction confédérale CGT ne proclamera-t-elle pas que cela constitue «Une reconnaissance implicite de l'échelle mobile» ?

Quelqu'un a dit : *«La discussion des conventions collectives sans les salaires est une duperie. Qui peut nier cette évidence ? Ne pas assurer d'autorité un salaire minimum garanti, s'étendant à toute la hiérarchie des salaires, serait une prime accordée au patronat pour profiter de la baisse de la production afin de réduire encore les salaires ouvriers»*. C'était Frachon... en 1949 (1).

Une déqualification massive des travailleurs

Citons le texte : «L'application de la nouvelle classification doit conduire (...) à une nouvelle relativité des fonctions. Des salariés ayant actuellement le même coefficient pourront donc se voir attribuer des coefficients différents. A l'inverse, des salariés ayant actuellement des coefficients différents pourront se trouver au même coefficient. Bien sûr, le patronat n'a pas osé aller jusqu'au bout et donner des salaires inférieurs aux précédents : seulement il a toute possibilité, pour peu qu'ils soient



supérieurs aux mini-garantis, de les bloquer... Le temps qu'il faut ! Les signataires n'ont-ils pas refusé la remise en cause collective ?

D'autre part, la formulation des nouveaux critères de classement (plus vagues que ceux de l'ancienne échelle Parodi) permet tous les tours de passe-passe. Des exemples parmi d'autres :

— Sera classé au coefficient 155 «tout travail demandant de l'attention» ! (sic).

— Dans d'autres filières, c'est «l'autonomie» qui fixera le coefficient : critère «scientifique» s'il en est !

Des verrous supplémentaires

Il sera facile, après analyse de poste, de démontrer à tout un chacun qu'il est surqualifié : le passage à l'échelon au-dessus sera question de patience !

Une cotation par poste

«Les salariés seront classés en se fondant sur les caractéristiques et les exigences requises par les emplois qu'ils occupent»... «La hiérarchie des salariés découle de la hiérarchie des emplois auxquels ils sont affectés» (2). Hiérarchie d'ailleurs demultipliée en «filières» : dans certains secteurs, le nombre de ces filières dépasse la vingtaine ! Hiérarchie de plus définie boîte par boîte, atelier par atelier : dans tel groupe, à 4 filiales correspondent 4 grilles ; dans telle usine, des caristes sont cotés 145 ou 155 selon les ateliers (3).

C'est donc le blocage à vie à une qualification. Changer de boîte ? il y a de fortes chances pour être à une qualification inférieure. Et faut-il encore qu'il y ait une place de disponible !

Dévalorisation de l'enseignement général

Dans la définition des seuils d'accès, le patronat ne reconnait pas les diplômes d'enseignement général (BEPC, Bac, DEUG) : on sait bien que ceux-ci n'ont de valeur que pour ceux... qui les dépassent pour acquérir un enseignement supérieur !

Il serait intéressant d'ailleurs de faire la liaison avec toute l'offensive actuelle visant à «hiérarchiser» les universités... Non content de cela, le patronat déclasse une grande partie des diplômes qu'il reconnait (BTS, DUT). De plus, le diplôme doit avoir été obtenu *AVANT* l'embauche et ne sera reconnu que s'il est effectivement nécessaire dans le poste occupé !

Réouverture de la hiérarchie

Bien des luttes récentes — sur les augmentations uniformes, le relèvement des bas coefficients — ont conduit de fait à un resserrement de l'éventail hiérarchique. L'introduction de nouveaux coefficients au sommet de l'échelle «collaborateurs» (335, 365) le desserre, à la grande joie de la CGC qui considère que ne passe pas cadre n'importe qui, et qu'elle a son mot à dire dans le classement de ses «subordonnés».

«Plage» des salaires

Alors là, c'est la liberté complète retrouvée par nos chers patrons : l'écart entre le mini et le maxi dans chaque coefficient n'est soumis à aucune règle. Les directions pourront revenir à une tactique qui leur est chère face aux revendications : tantôt elles accorderont quelques points hiérarchiques supplémentaires sans augmentation de salaires. Tantôt une rallonge sans promotion. Elles ont d'ailleurs tout de suite utilisé cette possibilité en accordant 5 % d'augmentation aux agents de maîtrise. On en est loin du «à travail égal, coefficient égal, salaire égal !».

****

Voilà donc quelques points inscrits dans l'accord qui sont à débattre. S'en borner là n'est pas suffisant. A la limite, ce serait rentrer dans le jeu du patronat («la hiérarchie est nécessaire...»). Or la bataille contre les nouvelles classifications dépasse le niveau simplement économique : c'est une *BATAILLE DE CLASSE QUI EXIGE UNE RIPOSTE DE CLASSE*. Le courrier reçu prouve que sont nombreux les travailleurs qui en ont conscience : nous souhaitons qu'il continue d'être volumineux. Forts de cette prise de conscience, nous avancerons, dans notre prochain article, des propositions concrètes.

(1) — *«L'Humanité» 11.03.49*
(2) — *«Conseils pratiques» de l'UIMM (octobre 75)*
(3) — *Alsthom-savoisienne*

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 1er trimestre 1976